

# BULLETIN DU CERFAM

OCTOBRE 2021 N°8



© WFP/Brunel Ouangraoua



“  
**RENFORCER LA  
RÉSILIENCE POUR  
ATTEINDRE LA  
FAIM ZÉRO EN  
AFRIQUE**



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

**CERFAM**  
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL  
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



WFP  
Programme  
Alimentaire  
Mondial

# ÉDITORIAL



En Afrique, les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture sont parmi les plus vulnérables face aux répercussions négatives des catastrophes et crises.

La sécheresse, les inondations, les épidémies ou encore les conflits minent les efforts des pays pour éliminer la faim et la malnutrition et pour parvenir au développement durable. Ces dix dernières années, les catastrophes naturelles ont causé des dommages estimés à près de 1,3 milliard de dollars américains (USD) et touché 2,7 milliards de personnes dans le monde<sup>1</sup>. Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde - 2021- révèle que les pays touchés par une combinaison de facteurs multiples ainsi que les pays touchés par un conflit affichent des pourcentages parmi les plus élevés de populations ne pouvant accéder à une alimentation saine et donc en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave: près de 928 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave en 2020, soit 148 millions de plus qu'en 2019<sup>2</sup>.

En Afrique, les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture sont parmi les plus vulnérables face aux répercussions négatives des catastrophes et crises, auxquels s'est ajoutée, depuis le 27 février 2020, la pandémie à coronavirus (Covid-19). Cette pandémie ainsi que les mesures mises en œuvre pour ralentir sa propagation, affectent et perturbent les systèmes alimentaires, notamment la production, le stockage, la commercialisation, la transformation et la distribution des produits agricoles et alimentaires.

Face à ces crises, tisser des partenariats entre gouvernements, organisations internationales, secteur privé et communautés, et agir de façon plus coordonnée s'avèrent primordiales pour sauver dans l'urgence des vies humaines, les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables et renforcer la résilience des populations, principalement des petits agriculteurs, entrepreneurs et leurs familles dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture pluviale et qui sont les plus menacés par le changement climatique. Ce huitième bulletin présente quelques initiatives visant à renforcer la résilience sur le continent.

Renforcer la résilience fait partie des priorités du Programme alimentaire mondial (PAM), qui a élargi sa mission en aide humanitaire pour inclure l'aide aux collectivités et aux gouvernements afin de renforcer leur résistance aux chocs et réduire leur vulnérabilité aux contraintes futures. Pour le PAM et ses partenaires dans la région du Sahel, rendre les populations résilientes face aux catastrophes et crises diverses est une condition première pour promouvoir le développement durable.

Le PAM a ainsi lancé des programmes pour un changement dans l'opérationnalisation de l'approche résilience (page 18), et s'est aussi rapproché des universités, en créant un Réseau des Universités du Sahel pour la Résilience (REUNIR). Ce Réseau sert de plateforme de réflexion commune sur la résilience des populations, confrontées à de nombreux défis dont des

niveaux élevés d'insécurité alimentaire, un accès limité et inégal aux services de base, des marchés mal intégrés, des chocs climatiques récurrents et une insécurité accrue.

L'Union Africaine travaille aussi au renforcement de la résilience des communautés, à travers son Agence de développement et Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), par le biais d'initiatives mises en œuvre dans la région pour l'accélération de solutions africaines locales qui améliorent la résilience des systèmes de santé aux pandémies et autres chocs. A la page 12 de ce bulletin, vous découvrirez des initiatives clés prioritaires par l'Union pour soutenir la reprise après la COVID-19 et créer les structures nécessaires pour atténuer l'impact des futures pandémies, et aussi remettre fermement le continent sur la voie du développement vers l'Agenda 2063.

En République démocratique du Congo, l'un des pays les plus fertiles de la planète, mais exposé aux risques climatiques et aux conflits, les populations sont confrontées à la plus grande crise alimentaire au monde. Depuis 2016, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM, et leurs partenaires gouvernementaux et d'autres organisations ont mis en œuvre un projet intégré en vue de renforcer la résilience des communautés de la province du Tanganyika, d'apaiser les tensions entre les communautés, et renforcer la cohésion sociale et la stabilité (page 10).

La résilience communautaire constitue l'un des domaines d'interventions du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (CERFAM). En collaboration avec l'Alliance française de formation et de recherche pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la santé mondiale (Agreenium), le CERFAM a organisé un webinaire le 05 Octobre 2021, qui a réuni des experts de haut niveau issus du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'ONG Action contre la faim, du PAM et de la plateforme paysanne du Niger. A la page 8, vous lirez les défis notés par les panélistes, défis auxquels sont confrontés les agriculteurs africains notamment les petits producteurs et les bonnes pratiques et opportunités pouvant contribuer à améliorer la vie des populations rurales vulnérables.

Renforcer la résilience suppose une analyse approfondie des capacités des communautés à rebondir après une catastrophe, un conflit ou un choc, afin d'apporter une solution aux vulnérabilités inhérentes et permettre à ces communautés d'atténuer les risques à l'avenir. **Le renforcement de la résilience pour atteindre l'objectif faim zéro et améliorer la situation des communautés est possible en Afrique, à travers la participation communautaire, des partenariats stratégiques et opérationnels, ainsi qu'une bonne coordination.**

Bonne lecture.

1 <https://www.fao.org/resilience/contexte/fr/>

2 <https://www.fao.org/3/cb5409fr/cb5409fr.pdf>

# SOMMAIRE

## 01 / P.04

Renforcer la résilience pour la Faïm Zéro en Afrique : introduction au programme "Scaling up resilience in the Sahel" du PAM

Article rédigé par, l'équipe de l'Unité Résilience et Moyens d'existence au Bureau du PAM à Dakar

## 02 / P.06

Promouvoir une approche plus intégrée pour renforcer la résilience en Afrique de l'Ouest et du Centre

## 03 / P.8

La promotion de systèmes alimentaires locaux robustes et la résilience des populations rurales en Afrique

## 04 / P.10

Des bonnes pratiques développées pour renforcer la résilience des communautés dans la province du Tanganyika en RDC

## + DOSSIER / P.13

Initiatives de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD) pour l'accélération des solutions africaines locales qui améliorent la résilience des systèmes de santé aux pandémies et autres chocs

Article rédigé par, Dr Ibrahim Assane Mayaki, Directeur général, Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD)

## 05 / P.17

Sénégal : Politiques et stratégies pour l'amélioration de la résilience des ménages et petits producteurs agricoles

+ Interview avec Monsieur Younoussa MBALLO / Conseiller Technique au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et Coordonnateur national du PROVALE (Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaînes de Valeur)

## 06 / P.20

Les universités du Sahel au service du renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest



## À PROPOS DU CERFAM

Le Centre d'Excellence Régional contre la Faïm et la Malnutrition (CERFAM) est le fruit d'un accord de partenariat stratégique entre le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) pour soutenir les pays africains dans l'élimination de la faïm et de la malnutrition.

Le CERFAM est une plateforme d'échanges, de partenariat et de coopération, qui permet aux pays d'avoir accès à la meilleure expertise disponible pour les soutenir dans leurs efforts de progrès vers la mise en œuvre des ODD, en particulier l'ODD 2.

Le CERFAM facilite et mobilise les compétences, fait la promotion et la mise en œuvre des bonnes pratiques et des solutions durables en matière de lutte contre la faïm et la malnutrition.

Sa mission est menée par le biais d'approches novatrices et de mise en réseau des acteurs nationaux, régionaux et internationaux afin de produire des résultats tangibles et durables.

S'appuyant sur ses 4 piliers que sont la recherche, le plaidoyer et la communication, les partenariats et l'assistance technique, les interventions du CERFAM tirent parti de la coopération sud-sud et du renforcement des capacités pour appuyer les priorités nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Les domaines d'action prioritaires du CERFAM

- + Appui aux gouvernements, institutions et partenaires dans la formulation, planification, mise en œuvre et suivi de politiques et interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- + Soutien aux programmes nationaux d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux en appui aux filets sociaux et au développement de l'économie locale.
- + Renforcement de la résilience des individus, des communautés et des systèmes locaux pour faire face aux chocs cycliques et récurrents.
- + Priorisation des stratégies multisectorielles et novatrices en matière de nutrition qui s'inscrivent dans un système alimentaire durable.
- + Optimisation de la chaîne de valeur alimentaire et appui au développement des systèmes d'approvisionnement performants et durables au profit des revenus des petits producteurs.



© WFP / Benoit Lognonne

## 01 RENFORCER LA RÉSILIENCE POUR LA FAIM ZÉRO EN AFRIQUE : INTRODUCTION AU PROGRAMME "SCALING UP RESILIENCE IN THE SAHEL" DU PAM

**L**es pays sahéliens communément appelés les pays du G5 Sahel - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad - forment une vaste ceinture géographique de territoires, marquée par des niveaux élevés et persistants d'insécurité alimentaire et de malnutrition, un accès limité et inégal aux services de base, des marchés mal intégrés, une insécurité croissante et des chocs récurrents. Les fluctuations climatiques sévères aggravent la disponibilité de plus en plus rare des principales ressources et perturbent l'équilibre délicat entre les agriculteurs et les éleveurs qui se partagent l'eau et les pâturages.

Dans ce contexte, un environnement naturel sain est la base de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance de nombreuses personnes, et donc l'élément constitutif de leur résilience aux chocs et aux facteurs de stress à long terme. Mais lorsque les terres sont dépouillées de leur couverture végétale et de leur terreau fertile, elles deviennent incapables de résister aux pluies, aux vents et aux sécheresses. Cette dégradation des terres enclenche un cercle vicieux qui les rend extrêmement fragiles et incapables de résister à des conditions climatiques même normales. En réponse à ces défis multiformes, depuis 2018, le PAM, en collaboration avec les gouvernements et les partenaires, a intensifié les interventions de résilience dans la région du Sahel, en soutenant les communautés vulnérables avec un paquet intégré innovant d'activités mis en œuvre dans toute la région, combinant la création d'actifs, l'alimentation scolaire, les interventions nutritionnelles, l'accès facilité aux marchés et le renforcement des capacités.

De septembre 2020 à février 2021, plus de 1,9 million de personnes ont bénéficié des activités intégrées de résilience du PAM dans toute la région. 380 000 enfants scolarisés ont bénéficié de repas scolaires nutritifs quotidiens, 555 000 enfants et femmes d'un soutien pour le traitement et la prévention de la malnutrition, et 13 000 personnes ont été formées, notamment des petits exploitants agricoles, des partenaires coopérants, des agents gouvernementaux et des comités communautaires.



# +1,9 MILLION DE PERSONNES

bénéficiaires des activités  
de résilience du PAM dans  
toute la région.

Le Sahel est loin de s'avouer vaincu et recèle un énorme potentiel pour une transformation positive. Depuis le début de la mise à l'échelle en 2018, le PAM, en collaboration avec les communautés, a réhabilité près de 109 000 hectares de terres dégradées pour le développement des pâturages et des terres cultivées, créé plus de 1850 hectares de jardins horticoles pour produire des légumes et des fruits frais, construit 480 puits, 1115 étangs et 180 forages pour améliorer l'accès à l'eau à des fins productives et de génération de revenus, en particulier pour les groupes de femmes.



# +109 000 HECTARES DE TERRES

dégradées réhabilitées par le PAM et les communautés pour le développement des pâturages et des terres cultivées

Sur la base d'une approche de planification participative menée au niveau du terroir, le PAM et ses partenaires coopérants ont accompagné les communautés dans la restauration des terres et des écosystèmes par la création d'actifs au niveau des communautés et des ménages. L'augmentation de la productivité permet alors aux populations de nourrir leurs familles et souvent aussi d'augmenter leurs revenus par la vente sur le marché de produits transformés, tout en les rendant plus résistants aux facteurs de stress saisonniers et aux chocs futurs. Outre ces activités de réhabilitation, le paquet intégré de résilience comprend également la fourniture de repas scolaires nutritifs, de préférence produits localement, qui ont un impact positif sur la capacité des élèves à se concentrer et à réussir, ainsi que sur les taux de fréquentation, en particulier pour les filles. En outre, les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition réduisent la malnutrition et favorisent la disponibilité et la consommation d'aliments nutritifs.

La restauration des paysages et l'approche communautaire intégrée ont également le potentiel d'atténuer les conflits entre ceux qui veulent faire paître le bétail et ceux qui veulent cultiver des aliments. Les activités intégrées de renforcement de la résilience peuvent servir de tampon à l'instabilité en renforçant la solidarité entre les personnes, en créant des filets de sécurité sociale, en maintenant la productivité des terres et en offrant des opportunités économiques. Lorsque des paysages desséchés sont travaillés pour produire de l'herbage ou des cultures, que les enfants vont à l'école, que les jeunes trouvent un emploi sans se lancer dans des migrations dangereuses, que les femmes sont en mesure de trouver de l'eau et d'irriguer des potagers et que des communautés entières se rassemblent, la lutte contre la dégradation des terres peut aller bien au-delà de la végétalisation des paysages et changer véritablement des vies.



© WFP



© WFP

## 02 PROMOUVOIR UNE APPROCHE PLUS INTÉGRÉE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

**P**artout dans le monde, les populations sont de plus en plus exposées aux aléas naturels et aux crises sanitaire, sociale, économique et politique. En Afrique de l'Ouest et du Centre, la récurrence et l'intensité des chocs et des facteurs de stress affectent la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations, particulièrement les populations rurales et groupes vulnérables et dérèglent les systèmes alimentaires. Les systèmes alimentaires, en particulier les chaînes de valeur agricole, sont perturbés par le changement climatique, les catastrophes naturelles, les conflits armés ainsi que les bouleversements sociopolitiques.

### Un partenariat réussi pour la promotion de la résilience dans la région

Dans le cadre de sa mission d'assistance aux pays africains et partenaires à progresser dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 2, le CERFAM appuie les efforts des gouvernements dans l'identification des lacunes et des opportunités visant à renforcer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de résilience qui, à terme, transformeront les systèmes alimentaires des pays.

Afin d'adopter une approche systémique et de relever les défis structurels et durables de la résilience en Afrique de l'Ouest et du Centre, le CERFAM a collaboré avec l'atelier Développement économique et politique (DEP) de l'École des affaires internationales et publiques (SIPA) de l'Université Columbia des États Unis dans une étude dont l'objectif était de définir une stratégie intégrée de résilience pour

les gouvernements de la région, et examiner les causes profondes de la nécessité d'une programmation intégrée de la résilience.

Pour ce faire, le CERFAM et le SIPA ont élaboré un cadre analytique pour l'examen des bonnes pratiques en matière de résilience et ont créé un outil que les gouvernements et leurs partenaires pourront utiliser au niveau national et régional. Ce cadre permet d'étudier des conditions qui concourent à créer un environnement favorable à la programmation de la résilience et de tirer des enseignements des programmes de résilience précédents dans ces régions.

### Des initiatives et programmes de résilience prometteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre

Le cadre analytique a mis en lumière la pertinence de plusieurs initiatives, notamment :

- + Les initiatives de résilience menées pour renforcer les systèmes d'information, notamment le Cadre Harmonisé, un outil régional développé pour prévenir les crises alimentaires en fournissant des signes d'alerte précoces pour identifier rapidement les populations touchées et proposer des mesures appropriées dans le but d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- + Le programme de l'USAID "Renforcer la résilience face aux crises récurrentes", un ensemble de directives qui fournit des indications sur la meilleure façon de cibler les communautés vulnérables pour intégrer, séquencer et superposer les activités de résilience, tout en soulignant l'importance de l'autonomisation des femmes dans les régions où les crises sont récurrentes.

+ L'initiative « R4 en faveur de la résilience rurale du PAM et d'Oxfam », actuellement en activité dans six pays du continent africain, qui vise à aider les communautés à renforcer leur résilience face à la variabilité et aux chocs climatiques, et aussi augmenter leur sécurité alimentaire et leurs revenus face à l'accroissement des risques climatiques.

### L'inefficacité des initiatives de résilience sur le terrain

Selon les résultats du cadre analytique, les initiatives de résilience présentent encore des limites, à cause de leur cloisonnement et de l'absence de mécanismes de coordination nécessaires pour assurer leur durabilité et leur capacité à traiter les questions sous-jacentes du développement et de la résilience à long terme. Pour preuve, jusqu'à récemment, les programmes de résilience se sont principalement concentrés sur la capacité des communautés à rebondir après des chocs, ce qui ne signifie pas nécessairement que les communautés sont mieux équipées pour faire face au prochain choc ou stress.

### Comment faire avancer les initiatives de résilience en Afrique de l'Ouest et du Centre ?

Le cadre analytique propose trois principes de mesures de la résilience que les acteurs clés peuvent adopter pour renforcer la résilience à chaque étape de la chaîne de valeur agricole :

+ >> **Principe 1** : le renforcement de la résilience mène au développement, c'est-à-dire s'attaquer aux causes structurelles de la vulnérabilité, condition primordiale dans la conception des interventions ;

+ >> **Principe 2** : la résilience est le processus et le résultat du renforcement des capacités en matière d'absorption, d'adaptation et de transformation aux chocs



**En Afrique de l'Ouest et du Centre, la récurrence et l'intensité des chocs et des facteurs de stress affectent la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations, particulièrement les populations rurales et groupes vulnérables.**

+ >> **Principe 3** : la résilience doit être multisectorielle et à long terme ; l'un des principaux facteurs de réussite des programmes de résilience est l'adoption d'une « approche participative » qui intègre les populations cibles dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme.

Pour rendre ce cadre analytique opérationnel à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les gouvernements, les organisations multilatérales, les autorités locales et les organisations de la société civile, qui sont les principaux acteurs, doivent travailler ensemble au renforcement de la résilience.





© WFP

## 03 LA PROMOTION DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX ROBUSTES ET LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS RURALES EN AFRIQUE

**L**a pandémie de covid-19 a renforcé la nécessité de transformer et de rééquilibrer la façon dont nos aliments sont produits et consommés. Les effets combinés de cette crise sanitaire, sociale et économique suggèrent la nécessité des mesures pour établir des systèmes mondiaux durables de production, de transformation et de consommation qui contribueront à la réalisation du droit à une alimentation adéquate pour tous.

### Un webinaire pour promouvoir les systèmes alimentaires durables et la résilience des populations rurales

Le 5 octobre 2021, le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) et Agreenium (l'Alliance française de formation et de recherche pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la santé mondiale) ont organisé un webinaire de la série sur le thème : **Systèmes alimentaires locaux robustes et résilience des populations rurales : quel rôle pour les petits exploitants et agriculteurs africains ?** Ce webinaire était le deuxième d'une série de webinaires que les deux institutions ont prévu d'organiser en 2021-2022 sur des thématiques pertinentes liées à la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires.

Ce 2ème webinaire, qui a vu la participation de près d'une centaine d'acteurs du domaine, avait pour objectif de passer en revue les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs africains notamment les petits producteurs, (ii) d'examiner les bonnes pratiques et les opportunités afin d'améliorer la vie des

populations rurales vulnérables, (iii) d'accroître la participation des petits producteurs dans la transformation des systèmes alimentaires, (iv) de forger des partenariats pour plaider la cause et accroître les investissements pour appuyer la résilience des petits producteurs agricoles en Afrique.

### Un panel d'experts engagés

Le webinaire a permis aux participants de bénéficier de l'expertise et l'expérience de Monsieur Amath Pathé SENE, Directeur Pays Côte d'Ivoire, Directeur du Hub des pays côtiers au Fonds international de développement agricole (FIDA), de Monsieur Adamou OUNTENI Issiaka, Conseiller principal en Résilience, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest, au bureau du PAM à Dakar, de Monsieur Mamadou Diop, Représentant Régional en Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ONG Action Contre la Faim et de Monsieur BAGNA Djibo, Président d'Honneur de la plateforme paysanne du Niger, qui ont partagé leurs points de vue sur les systèmes alimentaires durables et la résilience des populations.

### Les goulots d'étranglement et des solutions pour renforcer la résilience des populations rurales en Afrique

Tout en rappelant les conséquences de la COVID-19 sur l'agriculture familiale en Afrique, ou encore les mesures immédiates qui peuvent atténuer les conséquences socio-économiques sur les communautés rurales, chacun des panélistes a proposé des pistes de solutions pour renforcer la résilience à long terme des

populations rurales en Afrique. Pour Monsieur Adamou Issiaka du PAM, il s'agit entre autres d'accroître et diversifier les productions agrosylvo-pastorales et halieutiques ou encore de soutenir la conservation, la transformation et l'enrichissement pour augmenter la disponibilité tout au long de l'année d'aliments riches en micronutriments. De nombreux petits paysans manquent d'infrastructures de stockage pour conserver leurs récoltes. Selon Monsieur Djibo, il faudrait améliorer ces infrastructures (stockage, transport, sanitaires...) au niveau des producteurs agricoles, afin d'atténuer les pertes post-récoltes. Monsieur Mamadou Diop propose de créer et renforcer les unités de transformation et des systèmes d'économie de marché et aussi la redynamisation des marchés qui ont été affectés par les effets négatifs conjugués de multiples crises (changement climatique, COVID-19, conflits et migrations). Pour Monsieur Amath Pathé SENE, les petits exploitants agricoles sont au cœur de la transformation des systèmes alimentaires et des investissements ciblés et massifs sont nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement Durable et l'accord de Paris sur le climat.

Les panélistes ont aussi proposé d'autres solutions, notamment :

- + Améliorer la résilience des populations face aux chocs résultants des changements climatiques,

crises et catastrophes, afin de permettre d'améliorer l'efficacité des mécanismes d'anticipation et de coordination des interventions en situation d'urgence, d'apporter des réponses adaptées dans les situations d'urgence ou encore de contribuer à la restauration des écosystèmes et la promotion de techniques agricoles sensibles au climat et d'emplois verts

- + Renforcer la connexion des populations rurales grâce aux technologies modernes

- + Améliorer l'état nutritionnel des populations à travers l'amélioration de la disponibilité et de l'accès à des régimes alimentaires, sains, variés et nutritifs, soutenir la conservation, la transformation et l'enrichissement alimentaire pour augmenter la disponibilité tout au long de l'année d'aliments riches en micronutriments

- + Soutenir les petits producteurs et promouvoir l'innovation et la numérisation dans l'agriculture

Le troisième webinar de la série, pour la promotion des systèmes alimentaires, est prévu le 2 novembre prochain, sur le thème: **Sécurité alimentaire et nutrition pour tous en Afrique : Comment exploiter le potentiel de l'agriculture familiale pour rendre les systèmes alimentaires durables et tendre vers la faim Zéro en Afrique ?**





© WFP/Fredrik Lerneryd

## 04 DES BONNES PRATIQUES DÉVELOPPÉES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS DANS LA PROVINCE DU TANGANYIKA EN RDC

### La situation de l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo (RDC)



# 27,3 MILLIONS DE PERSONNES

en situation d'insécurité alimentaire sévère en République démocratique du Congo (RDC)

**B**ien qu'étant l'un des pays les plus fertiles de la planète, et malgré ses vastes ressources naturelles, la RDC est confrontée à la plus grande crise alimentaire au monde. Selon les statistiques<sup>3</sup>, 27,3 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire sévère. Rien que dans la province du Tanganyika, 1,2 million de personnes sont concernées. L'est du pays continue de connaître des conflits prolongés, avec pour conséquences des déplacements de population à grande échelle qui perturbent les activités agricoles et entravent l'accès aux marchés, aux écoles et aux soins de santé.

### Une approche intégrée et complémentaire pour renforcer la résilience des petits exploitants agricoles en RDC

Pour faire face aux défis et répondre aux besoins des populations dans la province du Tanganyika, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont mis en œuvre, de 2016 à 2021, un programme conjoint PAM-FAO pour la résilience : renforcer les chaînes de valeur des petits exploitants agricoles en RDC. Ce programme intégré, développé avec le gouvernement, et les partenaires, les organisations humanitaires nationales et internationales, cible 18,000 ménages, soit près de 90,000 personnes, par le biais d'interventions comportant des volets techniques, économiques et sociaux.

### Le programme conjoint PAM-FAO : une bonne pratique pour le CERFAM

En début d'année 2021, le PAM en RDC et le CERFAM ont entrepris la documentation de ce programme en vue de sa validation comme une bonne pratique qui remplit les critères de succès sur le renforcement des chaînes de valeur agro-alimentaires pour les petits exploitants agricoles. Pour ce faire, le programme a été soumis, pour analyse et évaluation, sur la plateforme d'échange de connaissances du CERFAM (KEPT), le répertoire numérique des bonnes pratiques et innovations africaines du Centre.

3 Selon les résultats de la 19ème classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC) en RDC



L'analyse a été réalisée avec la contribution d'un comité composé de quatre experts du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, d'Action contre la faim et du CSIR-Savanna Agricultural Research Institute du Ghana, s'appuyant sur les neuf critères de validation d'une bonne pratique telle que mentionnée dans le guide de bonnes pratiques élaboré par le CERFAM : Efficacité, Efficience, Pertinence, Faisabilité, Innovation et apprentissage, Durabilité et mise à échelle, Responsabilité (bonne gouvernance et transparence), Reproductibilité et adaptabilité, Partenariat et multisectorialité. De façon spécifique, en termes de :



### Efficience

Presque tous les maillons de la chaîne de valeur sont pris en compte dans la mise en œuvre du projet et les causes fondamentales et les obstacles à la sécurité alimentaire ont été évalués de manière globale.



### Efficacité

La plupart des activités ont été mises en œuvre comme prévu et des mesures adéquates ont été prises pour remédier aux écarts dans les activités.



### Pertinence

Les activités du projet concernent l'agriculture, qui est la source principale de subsistance au Tanganyika, et sont bien adaptées au contexte des zones du projet ; le facteur de conflit a été largement pris en considération comme un obstacle majeur à la sécurité alimentaire et à la résilience des groupes cibles.



### Faisabilité

La simplicité et la pertinence de l'approche est une grande force pour permettre une mise en œuvre efficace des activités du projet et un engagement croissant des principaux groupes cibles dans les actions.



### Innovation et apprentissage

Le programme conjoint met un accent particulier sur la cohésion sociale et la paix. La complémentarité de la collaboration entre la FAO et le PAM pourrait ouvrir la voie à un partenariat élargi avec d'autres agences des Nations Unies.



### Durabilité et mise à échelle

L'engagement des communautés locales, dès le début, dans la mise en œuvre du projet a été élevé, contribuant à l'effet durable du projet.



### Reproductibilité et adaptabilité

Le projet a été reproduit avec succès dans d'autres régions du pays.



### Responsabilité

Les sources de financement sont bien indiquées ; la démarche de ciblage est bien énoncée ; une unité de gestion a été mise en place.



### Partenariat et multisectorialité

L'implication de la communauté locale à travers l'activité «cash for work» est effective, et les collectivités et autorités locales sont bien impliquées du début à la fin.

## Quelques résultats clés du programme conjoint PAM-FAO en RDC

Ce programme conjoint du PAM et de la FAO, a combiné des activités clés interconnectées qui intègrent des dimensions transversales, notamment la consolidation de la paix et l'atténuation des conflits, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'inclusion financière. De façon générale, le programme a permis d'apaiser les tensions entre les communautés, de renforcer la cohésion sociale et la stabilité, et de rétablir la confiance entre les communautés. Sur la période 2016-2020, le projet a permis entre autres, le soutien aux organisations communautaires, avec la mise en place et le renforcement des capacités de 720 organisations paysannes ; l'augmentation de la production agricole et le développement de la chaîne de valeur ; l'amélioration de la gestion des pertes post-récolte et de l'accès aux marchés ; l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ; le renforcement des capacités financières et de l'inclusion financière des groupes cibles.

Éléments de succès du programme dans le renforcement de la résilience des populations.



**Dans l'ensemble, plusieurs éléments du programme ont été validés par le comité d'experts comme étant des bonnes pratiques démontrées avec succès sur la base des points suivants :**

- le niveau élevé de réalisation des indicateurs de performance dans les rapports d'avancement du programme ;
- la propension du programme à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition de manière durable ;
- la propension des aspects transversaux du projet : genre, inclusion sociale et autonomisation, consolidation de la paix et atténuation des conflits pour parvenir à la paix et au développement durable pour les générations actuelles et futures ;
- la preuve satisfaisante du programme d'établissement de solutions d'alerte précoce et d'atténuation des conflits au niveau communautaire ;
- des mécanismes internes bien structurés pour évaluer les progrès du programme et corriger les écarts au niveau des extrants et des produits livrables des activités ;
- un fort sens des responsabilités et un bon engagement des partenaires dans la mise en œuvre du programme.



⊕ **Dr Ibrahim Assane Mayaki**

Directeur général, Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD)

## Des initiatives de l'AUDA-NEPAD qui améliorent la résilience des systèmes de santé aux pandémies et autres chocs.

**L**a résilience du système de santé est la capacité intrinsèque du système à maintenir la fourniture de services essentiels de santé et liés à la santé, même lorsqu'il est mis à l'épreuve par des épidémies, des catastrophes ou d'autres chocs.

Au cours des 22 derniers mois, la pandémie de la COVID-19 a présenté au monde une menace sans précédent pour la sécurité sanitaire de notre temps. Le coronavirus a démontré les fragilités flagrantes de la communauté mondiale dans la résilience des systèmes de santé, la sécurité alimentaire, le commerce, l'industrialisation, l'accès aux médicaments et aux produits pharmaceutiques, et d'autres secteurs vitaux nécessaires pour soutenir une vie saine et prospère pour l'humanité.

La pandémie de la COVID-19 a entraîné de graves crises économiques et sociales en Afrique. Les estimations de la Banque mondiale suggèrent que la contraction de la production économique augmentera de 26 millions le nombre d'Africains vivant en dessous du seuil de pauvreté international. Pour freiner la propagation du virus, les restrictions imposées par le gouvernement ont entraîné une dévastation généralisée de l'approvisionnement alimentaire de l'Afrique - qui repose sur l'importation de 85 % de sa nourriture de l'extérieur du continent.

Bien que l'Afrique ait fait des progrès significatifs en matière de soins de santé, nous sommes conscients des défis pré-pandémiques qui affligent les systèmes de santé africains. Ces défis sont mis en évidence par les niveaux relativement faibles de couverture sanitaire universelle observés sur tout le continent. En plus de révéler la fragilité des systèmes de santé africains, la pandémie a mis en évidence les fortes inégalités entre les pays concernant l'accès à des services de santé de qualité.

Un défi critique pendant la pandémie a été la capacité limitée de fabrication de vaccins dans une région qui abrite 17 % de la population mondiale, mais détient moins de 1 % de la capacité de production de vaccins. Notre incapacité à répondre aux demandes de vaccins et de produits pharmaceutiques pendant la pandémie met en évidence la vulnérabilité du continent aux restrictions commerciales et à la dynamique

**COVID-19,**  
UN GRAND DÉFI POUR  
LES SYSTÈMES DE  
SANTÉ EN AFRIQUE



**+26**  
**MILLIONS**  
**D'AFRICAINS**  
vivant en dessous  
du seuil de pauvreté  
international du fait  
de la COVID-19

de la chaîne d'approvisionnement mondiale. En tant que tel, l'année 2020 a vu le nationalisme des vaccins devenir réalité alors que les nations trient après l'auto-préservation au détriment de la sécurité sanitaire mondiale. Cette autoconservation souligne la nécessité d'une réponse dirigée par les Africains pour réduire les effets néfastes d'une dépendance excessive à l'égard des chaînes de valeur économiques mondiales.

Mais comme pour tous les chocs socio-économiques, la pandémie a offert au continent l'occasion de faire le point sur ses forces et ses faiblesses afin de se recalibrer en développant des initiatives innovantes qui construiront les amortisseurs nécessaires pour répondre aux pandémies, catastrophes, ou d'autres chocs efficacement.

L'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) est l'organe de mise en œuvre de l'Union africaine, chargée de coordonner et d'exécuter des projets de développement régionaux et continentaux prioritaires pour promouvoir l'intégration régionale en vue de la réalisation accélérée de l'Agenda 2063 - la vision et le plan d'action de l'Afrique. Dans ce contexte, l'ère du Covid-19 a confié à l'Agence l'énorme tâche de fournir des interventions adaptées au contexte qui renforceront les amortisseurs et les mécanismes de réponse à la pandémie du continent.

Sans aucun doute, une leçon critique au cours de cette époque a été la nécessité de favoriser des solutions afro-centriques qui freinent la dépendance excessive de l'Afrique à l'égard d'une économie mondiale quelque peu exogène. Cette caractéristique est un élément distinctif dans les initiatives de réponse Covid actuellement entreprises par l'AUDA-NEPAD.

**INITIATIVES CLÉS**  
**AUDA-NEPAD**  
**POUR RENFORCER**  
**LA RÉSILIENCE**  
**AUX PANDÉMIES**  
**SANITAIRES**





**P**our soutenir la reprise après la COVID-19 et créer les structures nécessaires pour atténuer l'impact des futures pandémies, l'AUDA-NEPAD a priorisé les initiatives clés suivantes pour remettre fermement le continent sur la voie du développement vers l'Agenda 2063.

## **FINANCEMENT DOMESTIQUE INNOVANT DE LA SANTÉ À TRAVERS LES PÔLES RÉGIONAUX DE FINANCEMENT DE LA SANTÉ**

Sous la directive des dirigeants africains, les chefs d'État ont reconnu les contraintes importantes au renforcement de nos systèmes de santé en raison des faibles niveaux d'investissement dans la santé. À la lumière de ce défi, l'AUDA-NEPAD coordonne la conception et la mise en place de centres régionaux de financement de la santé dans les 5 régions d'Afrique. Les pôles régionaux visent à créer un mécanisme efficace pour coordonner, soutenir et orienter l'élan vers des investissements durables, suffisants, équitables et efficaces dans le secteur de la santé.

C'est par le biais des centres régionaux de financement de la santé que les États membres recevront le soutien technique nécessaire pour conduire l'exploration et l'adoption de mécanismes de financement nationaux viables, ainsi que pour favoriser une cohérence accrue des investissements dans la santé grâce à l'alignement des efforts des parties prenantes sur le système de santé et les priorités du continent.

## **FABRICATION DE VACCINS**

L'Afrique a appris l'importance d'investir et de renforcer ses propres capacités pour la fabrication de vaccins depuis la pandémie de COVID-19.

**Le succès du développement et de l'accès à un vaccin sûr nécessite une approche innovante et collaborative, avec une fabrication locale importante en Afrique. Nous devons soutenir la contribution des scientifiques et des professionnels de la santé africains. Nous devons agir de toute urgence »**

**S.EM. CYRIL RAMAPHOSA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD**

L'AUDA-NEPAD entreprend plusieurs initiatives pour soutenir la fabrication de vaccins en Afrique. Par exemple, la Coalition pour la recherche et l'innovation en Afrique (CARI) développe des mécanismes pour inciter les États membres, le secteur privé et la philanthropie à intensifier leur soutien à la fabrication de vaccins en augmentant les investissements dans la R&D biomédicale dans le secteur de la santé en Afrique.

En outre, l'AUDA-NEPAD travaille simultanément avec les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) à travers les Partenariats pour la fabrication de vaccins en Afrique (PAVM), le Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique (PMPA), le Consortium pour les essais cliniques de vaccins COVID-19, (CONCVACT) entre autres collaborations pour soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19 sur le continent africain et cultiver la fabrication locale de vaccins.



## L'INITIATIVE D'HARMONISATION DE LA RÉGLEMENTATION DES MÉDICAMENTS EN AFRIQUE (AMRH)

a été lancée par l'AUDA-NEPAD pour sécuriser l'accès aux médicaments et technologies essentiels pour les Africains

## RENFORCEMENT DES SYSTÈMES RÉGLEMENTAIRES

En 2009, l'AUDA-NEPAD a lancé l'initiative d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH) pour sécuriser l'accès aux médicaments et technologies essentiels pour les Africains. Guidée par trois domaines d'intervention : le développement des capacités humaines et institutionnelles, l'intégration et l'harmonisation régionales et l'alignement des politiques, l'AMRH travaille avec les États membres pour relever des défis tels que la faiblesse des cadres législatifs, la lenteur des processus d'enregistrement des médicaments et les capacités techniques limitées auxquelles sont confrontés les Autorités Nationales de Réglementation des Médicaments (NMRAs) en Afrique.

Suite à la création de l'AMRH, l'Assemblée de l'Union africaine a adopté le traité portant création de l'Agence africaine des médicaments (AMA) qui vise à renforcer la surveillance réglementaire et à relever les défis de l'accès à des médicaments de qualité, sûrs et efficaces sur le continent. L'intégrité des cadres réglementaires africains sera une condition préalable fondamentale pour assurer la sécurité sanitaire continue des citoyens africains.

## SOLUTIONS MAISON

Pour accélérer les innovations développées en Afrique qui améliorent la résilience aux pandémies, l'AUDA-NEPAD a fondé l'accélérateur de résilience aux pandémies pour les entreprises africaines liées à la santé. L'établissement propose des programmes d'accélération pratiques et sur mesure pour soutenir les entreprises africaines liées à la santé dans les étapes de développement et de maturité qui renforcent les capacités de soins de santé ou réduisent la dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement médicales mondiales.



## Fonds de développement AUDA-NEPAD

Élargir et diversifier les ressources financières et techniques disponibles pour soutenir les réponses liées à la pandémie et, par la suite, le développement de l'Afrique vers la vision de l'Agenda 2063 ; L'AUDA-NEPAD a créé le Fonds de développement, qui vise à mettre en commun les ressources à travers des modèles flexibles pour les projets intégrateurs et phares de l'Afrique.

Le Fonds de développement cherche à réduire le déficit de ressources grâce à des techniques de mobilisation de ressources intelligentes telles que des financements innovants basés sur les tendances actuelles. La mise en place et l'opérationnalisation du Fonds de développement AUDA-NEPAD joueront un rôle complémentaire en offrant à l'Union africaine des options plus larges pour financer le développement et les priorités continentales critiques (telles que les réponses aux pandémies), au-delà des mécanismes existants.

L'AUDA-NEPAD reconnaît l'énorme engagement requis pour mettre en place des mécanismes efficaces de résilience aux pandémies qui protégeront la sécurité alimentaire, les systèmes de santé et l'industrialisation de l'Afrique.

En fin de compte, cette tâche concerne directement le mandat global de l'Agence, et l'AUDA-NEPAD se consacre à accélérer le développement d'initiatives efficaces de riposte à la pandémie grâce à la coordination et à la mise en œuvre de solutions dirigées par les Africains et axées sur le contexte.

# SÉNÉGAL : POLITIQUES ET STRATÉGIES POUR L'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES ET PETITS PRODUCTEURS AGRICOLES

**+** Entretien avec Monsieur Younoussa MBALLO / **Conseiller Technique au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et Coordonnateur national du PROVALE (Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaînes de Valeur)**



05

INTERVIEW

**1**  
**LA SITUATION DE PANDÉMIE MONDIALE LIÉE AU CORONAVIRUS A AFFECTÉ CONSIDÉRABLEMENT LE QUOTIDIEN DES POPULATIONS DU SÉNÉGAL, PRINCIPALEMENT CELLES DÉJÀ EN SITUATION DE GRANDE VULNÉRABILITÉ. LE GOUVERNEMENT A-T-IL ENTREPRIS DES PROGRAMMES D'APPUI À LA RÉSILIENCE POUR AIDER LES MÉNAGES / COMMUNAUTÉS À FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA COVID-19 ? SI OUI, QUELS ONT ÉTÉ LEUR IMPACT RÉEL SUR CES COMMUNAUTÉS, NOTAMMENT SUR LES PETITS PRODUCTEURS AGRICOLES ?**

**1 000 MILLIARDS DE FCFA**

alloués à la riposte contre la COVID-19 par le Gouvernement du Sénégal

**L**a crise sanitaire a connu une évolution rapide et s'est aggravée en quelques mois en passant d'un stade épidémiologique à une pandémie affectant toutes les économies du monde. La pandémie de la COVID-19 est survenue au moment où le Sénégal enregistrait des progrès économiques et sociaux dans différents secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et la formation, et l'accès aux services sociaux de base.

Pour contenir les impacts néfastes de la pandémie à coronavirus, le Gouvernement du Sénégal a, de manière inclusive, mis en place un Programme de Résilience Économique et Sociale (PRES), pour des actions de très court terme, doté d'un fonds de riposte dénommé « Force Covid-19 » d'un montant de 1 000 milliards de francs CFA, soit 7 pour cent du PIB, en vue de soulager les ménages les plus affectés et les entreprises directement touchées par le choc.

De façon spécifique, le Gouvernement du Sénégal a mis en place le programme d'appui à la résilience des ménages pour faire face aux conséquences socioéconomiques de la Covid-19, à travers la distribution de denrées alimentaires et le paiement de factures d'eau et d'électricité. Plus de 1.100 000 familles ont pu bénéficier de l'appui de l'État pour un montant total de 69 Milliards de francs CFA. Pour une distribution équitable des kits alimentaires, le Gouvernement du Sénégal a mis à profit le Registre National Unique (RNU), qui est une base de données dynamique obtenue suivant un processus d'identification et de sélection de ménages en situation de pauvreté. Ces mesures de soutien aux ménages mises en œuvre par le Gouvernement a considérablement contribué au renforcement de la résilience des communautés en limitant l'effet négatif des pertes de revenu, tout en les aidant à maintenir les activités de production.

A cet effet, le secteur agricole joue un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la création d'emplois. Ainsi, le gouvernement s'est employé à mettre en œuvre, prioritairement, des actions de développement des aménagements hydroagricoles dans les zones à fort potentiel ; à accélérer la relance de l'horticulture ; à booster la production rizicole afin de garantir l'autosuffisance en riz et à renforcer les chaînes de valeurs à travers la promotion des Exploitations familiales résilientes (EFR). Cet ensemble de mesures de soutien est mis en œuvre à travers des projets et programmes en cours d'exécution comme le Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaînes de Valeur (PROVALE-CV) qui accompagne 38.000 ménages, en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

## 2 LE CONSTAT DÉMONTRE QUE LES FEMMES SONT LES PLUS TOUCHÉES LORS DES DIFFÉRENTES CRISES SOCIO- ÉCONOMIQUES. QU'EST CE QUI EXPLIQUE CELA ? ET COMMENT LE GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL A ANTICIPÉ SUR CETTE SITUATION ?

Au Sénégal, les femmes sont, en général, les plus vulnérables aux crises socio-économiques ; pour cause, elles s'activent, majoritairement, dans l'agriculture, le commerce, les activités de transformation de produits et les services aux ménages. A cet effet, elles sont les plus désavantagées en raison de leur statut : manque de temps, faible niveau d'éducation et de formation, analphabétisme, absence de nantissement, et contraintes socio-culturelles. Les secteurs économiques les plus touchés par la pandémie occupent une forte majorité de main-d'œuvre féminine, notamment l'économie informelle, donc elles ne bénéficient pas d'une protection sociale satisfaisante.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le développement socio-économique du Sénégal en représentant 50,2 pour cent de la population. C'est à cet effet, que le Gouvernement du Sénégal a mis en place des moyens et stratégies d'amélioration de la résilience de la femme face aux crises socioéconomiques. Ainsi, pour prendre en charge les préoccupations des femmes, l'Etat du Sénégal a mis en place plusieurs projets et programmes comme le Projet d'Appui au Développement de l'Entreprenariat Féminin et de l'Emploi des Jeunes (PADEF-EJ) qui vise à améliorer la croissance des entreprises de transformation agroalimentaire féminines. L'Etat du Sénégal a également mis en place le Fonds National pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin (FNPEF) pour favoriser la promotion de l'entreprenariat féminin, le renforcement des capacités réelles ou potentielles des entrepreneurs et l'accès aux ressources financières. Il y a également la création du Fonds National de Crédit aux Femmes (FNCF) pour améliorer l'autopromotion des femmes.



Les femmes ont été particulièrement touchées par la crise de la COVID-19, étant en première ligne de la lutte contre la pandémie et travaillant souvent dans le secteur informel.

© ONU FEMMES

**3**  
**LE SÉNÉGAL FAIT PARTIE DES PAYS DE LA RÉGION DU SAHEL ; IL EST AINSI SOUMIS AUX EFFETS RÉCURRENTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES QUI AFFECTENT LES POPULATIONS VIVANT DANS LE NORD DU PAYS. EXISTE-T-IL AU SÉNÉGAL UNE POLITIQUE QUI ŒUVRE POUR LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS NOTAMMENT CELLES VIVANT DANS LES ZONES VULNÉRABLES À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA MALNUTRITION ?**

Le Sénégal fait face au double défi de renforcer les moyens de subsistance des populations face au changement climatique et d'améliorer leurs conditions de vie et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, on constate que la zone agro-écologique du Delta du Fleuve Sénégal (Nord) est la moins pluvieuse du pays. De ce fait, elle constitue l'une des parties les plus soumises à des risques de sécheresse. Ainsi, le niveau de vulnérabilité y est très élevé avec des taux de malnutrition aigüe dépassant régulièrement le seuil d'alerte.

Pour améliorer l'accessibilité des ménages à une alimentation diversifiée et nutritive combinée à un renforcement de la résilience des populations et à l'autonomisation des groupes vulnérables, le Gouvernement du Sénégal a mis en place des politiques et programmes qui couvrent l'ensemble du territoire national avec un accent particulier dans les zones les plus vulnérables comme celle du nord.

Ainsi, l'Etat met en œuvre des actions à travers : la Politique nationale de développement de la nutrition (PNDN), le Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN), la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et de résilience (SNSAR), le Programme de renforcement de la nutrition (PRN) et des politiques de développement du secteur agricole au sens large.

La complémentarité de ces politiques, projets et programmes concourt à soutenir la capacité de résilience des populations locales et à faciliter l'accès aux services de base, et à améliorer les conditions de vie. L'Etat est également assisté par les acteurs non gouvernementaux qui mettent en place des filets sociaux saisonniers, permettant aux ménages les plus vulnérables de combler leurs besoins alimentaires de base pendant la période de soudure.



L'Etat du Sénégal met en œuvre des politiques, des projets et des programmes qui concourent à soutenir la capacité de résilience des populations locales.

© FAO



© WFP/Hervé Sankara

## 06 LES UNIVERSITÉS DU SAHEL AU SERVICE DU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**L**e Sahel est la région de l'Afrique de l'Ouest confrontée de manière récurrente à des problèmes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de dégradation des ressources naturelles et de changements climatiques. Le Sahel est également une région de l'Afrique qui a connu, au cours de la dernière décennie, la plus forte augmentation de la faim. Malgré les efforts continus des gouvernements et des partenaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Sahel, on estime que 29,2 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire, dont 9,4 millions souffrant d'insécurité alimentaire sévère et susceptibles de connaître des déficits alimentaires extrêmes<sup>4</sup>.

### La nécessité d'une approche globale, multisectorielle et multi-acteurs insufflée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Conscient que des transformations profondes et durables ne peuvent être réalisées par une entité seule, le PAM a initié des partenariats stratégiques sous une approche globale, multisectorielle et multi-acteurs, nécessaire pour soutenir les communautés confrontées à des risques et vulnérabilités multiples.

C'est donc dans l'esprit de capitaliser sur des partenariats solides en vue d'atteindre les objectifs de chacune des parties sur la question de la résilience au Sahel, que le PAM, à travers le Bureau régional de Dakar, s'est rapproché des universités dans 5 pays du Sahel, pour

insuffler un changement dans l'approche et l'opérationnalisation des interventions en matière de résilience dans la région. Ce partenariat initié il y a sept années, et les multiples échanges sur les questions liées à la résilience des communautés, de même que les possibilités de collaboration entre les universités de la région, ont abouti à la création en janvier 2020 d'un Réseau des Universités du Sahel pour la Résilience (REUNIR) qui regroupe à ce jour six universités : l'université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), l'université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi (Niger), l'université Nazi Boni de Bobo Dioulasso (Burkina Faso), l'université de N'Djamena (Tchad), l'université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) et l'Institut polytechnique rural (IPR) de Koulikouro (Mali).

### La recherche, l'innovation et du partage des connaissances pour des communautés résilientes au Sahel

Le réseau REUNIR offre une occasion unique de faciliter la coopération et le partage des connaissances sur le renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, de faire progresser l'institutionnalisation des outils de résilience et de contribuer à la formation de la prochaine génération d'experts en résilience. Le réseau REUNIR a pour principaux objectifs de :

- + >> **Renforcer la recherche : développer et mettre en œuvre des programmes de formation régionaux axés sur la résilience ; explorer, avec les communautés du Sahel, de nouvelles**

4 <https://www.fao.org/emergencies/crisis/sahel/intro/fr/>

stratégies et techniques de résilience ; contribuer à améliorer la qualité de la recherche scientifique et technologique sur la résilience au Sahel ; ou encore mener des recherches sur des sujets clés pour la région tels que la résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'adaptation au changement climatique et la réponse aux catastrophes naturelles.

+ >> **Promouvoir l'innovation et le partage des connaissances** : consolider la coopération inter-régionale en établissant une plateforme d'échanges et d'innovations

+ >> **Construire des partenariats forts autour de la résilience** : Apporter un appui-conseil aux institutions partenaires à travers des activités d'enseignement et de recherche ; Accompagner les Etats membres et partenaires dans la conception et le développement d'outils d'aide à la prise de décision ; développer et mettre en œuvre des projets couvrant l'ensemble des pays du Sahel en partenariat avec les organisations régionales ou sous-régionales intervenant dans le domaine de la résilience.

“

**La création du réseau REUNIR offre une occasion unique de faciliter la coopération et le partage des connaissances sur le renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans toute la région**



Les chercheurs de l'Université Nazi Boni (Burkina Faso) se sont investis dans la recherche sur la production et l'élevage du poisson chat africain et du tilapia du Nil.

© WFP/Hervé Sankara



## Les actions du PAM pour un Sahel résilient

En 2018, le PAM a travaillé en étroite coordination avec les gouvernements et les partenaires pour mettre en œuvre son programme de résilience intégré dans les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), à travers de multiples activités intégrées, combinant la création d'actifs, l'alimentation scolaire, la nutrition, le renforcement des capacités des communautés et un soutien en période de soudure. Dans la pratique, il s'agit de redonner vie et potentiel de productivité aux terres dégradées, de ramener les enfants à l'école, d'investir dans une alimentation saine pour les mères et les enfants, de créer des emplois pour les jeunes et de renforcer la cohésion sociale dans des communautés entières<sup>5</sup>. Le soutien du PAM au réseau REUNIR vise à ce qu'il puisse prendre un essor durable, atteindre ses objectifs et réaliser ses priorités à moyen terme, parmi lesquelles : ouvrir le réseau à d'autres universités du sahel ; renforcer la mobilité des étudiants et des enseignants au sein des pays membres de REUNIR ; ou encore mettre en place des formations continues pour le personnel des services décentralisés des ministères techniques affectés sur le terrain.

Dans le cadre de ce partenariat avec les universités membres du réseau, des ateliers de travail et des visites de terrain sont organisés afin de capitaliser et partager les différentes

expériences en matière de résilience, pour créer non seulement un environnement favorable à une meilleure compréhension de l'approche « Résilience » mais aussi de soutenir son renforcement de manière durable, cohérente et stratégique au niveau des pays du Sahel et des institutions universitaires, partenaires du PAM.

Le PAM reste un partenaire clé pour le réseau REUNIR, avec qui il a développé trois principaux domaines de collaboration :

- + La recherche sur le terrain : déploiement des étudiants en master et en doctorat, issus des universités sur les sites de résilience du PAM, afin de mener des recherches pour leurs thèses, et dont l'expérience et les résultats de la recherche permettent d'alimenter la planification et l'élaboration des programmes de résilience, d'améliorer la qualité technique des interventions et capitaliser sur des solutions concrètes pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux chocs climatiques et économiques au Sahel.
- + Le développement de modules de formation : appui au développement de modules de formation et d'une gamme standardisée d'actifs sensibles au climat, entre autres.
- + La formation et le partage des connaissances : organisation conjointe de formations techniques à l'endroit du personnel du PAM, des partenaires de coopération et des services gouvernementaux décentralisés afin de renforcer leurs capacités.

5 <https://sway.office.com/o2PezKtz7VdeKQjb?ref=Link&loc=play>





Le 25 octobre 2021 à Abidjan, le CERFAM a participé à la conférence internationale inaugurale pour le lancement du Centre d'études prospectives (CEP) sur le thème : **La Zone de Libre Échange Continentale Africaine : un levier pour la sécurité alimentaire en Afrique**, dont les travaux ont été lancés par S.E.M. Patrick Achi, Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire.

Le 28 octobre 2021, le CERFAM, à travers son Directeur a.i., M. Patrick Teixeira, a fait une communication dans le Sous-thème 3 intitulé : **"Disponibilité et accessibilité accrues sur le marché des aliments africains riches en nutriments"** en prélude à la Célébration de la 12e Journée Africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui a eu lieu le 29 octobre 2021, sous le thème « **Redécouvrir nos régimes alimentaires africains locaux pour des systèmes alimentaires et une nutrition durables** ».

Le CERFAM a participé au séminaire international de partage d'expériences sur les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest qui s'est tenu du 19 au 23 novembre 2021 à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous l'égide de la CEDEAO, à travers le panel sur: **" Construire des modèles d'alimentation scolaire fonctionnels et durables basés sur des produits locaux et offrant des opportunités aux petits producteurs"**.

Le CERFAM a présenté, le 18 novembre 2021, ses principales réalisations et contribution à l'Objectif de développement durable n°2, à l'occasion de l'événement parallèle du PAM, en marge de la deuxième session ordinaire de son Conseil d'Administration qui s'est articulée sur le thème : **Exploiter le potentiel des bonnes pratiques pour accélérer la Faim Zéro.**

Le CERFAM a rejoint un large éventail d'experts du monde entier le 6 décembre 2021 autour d'un webinar organisé par IntelliDigest, une entreprise de biotechnologie spécialisée dans la durabilité alimentaire mondiale, pour discuter des **défis fiscaux actuels du système alimentaire**, ainsi que les **différents moyens de financer de nouvelles formes de production et de distribution alimentaires pour un système alimentaire mondial plus durable.**

Le CERFAM a participé le 8 décembre à la session d'échange de connaissances avec la République Fédérale du Nigéria sur **l'alimentation scolaire basée sur la production locale**, aux côtés des Gouvernement du Nigéria et du Brésil, du bureau du PAM au Nigéria, des Programmes scolaires du PAM à Rome, des Centres d'excellence du PAM au Brésil et en Chine.

Le 7 décembre 2021, le CERFAM et Agreenium ont clôturé le cycle des webinaires conjoints pour l'année 2021 avec le quatrième sur le thème : **" Gaspillage alimentaire en Afrique: Comment repenser et transformer nos chaînes d'approvisionnement alimentaires et nos systèmes alimentaires de manière durable.**

WEBINAIRE

THEME

# Gaspillage Alimentaire en Afrique

Comment repenser et transformer nos chaînes d'approvisionnement alimentaires et nos systèmes alimentaires de manière durable

LOGOS: République Fédérale du Nigéria, CERFAM, Programme Alimentaire Mondial, agreenium

PANELISTES:

- Betty Nii (Directrice Adjointe - Section des chaînes d'approvisionnement, Programme Alimentaire Mondial)
- Nigmanu Soro (Président de la Banque Africaine de Développement)
- Dominique Pallet (Responsable des Unités de Recherche, CERFAM)
- Kwadiya Fall Tall (Présidente, Agreenium)
- Aminatou Sow (Chargée de projets régionaux, Banque Africaine de Développement)

MODÉRATEUR: Patrick Teixeira (Directeur a.i. CERFAM)

S'ENREGISTRER ICI: [HTTPS://BIT.LY/3DvP86Y](https://bit.ly/3DvP86Y)

07 Dec. 2021 09H - 10H30 GMT



© WFP



“Une collaboration plus étroite entre les partenaires de développement et des réponses innovantes permettront de renforcer la résilience à long terme des communautés, principalement les plus vulnérables”.

**Banque africaine de développement.**

## CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassan II,  
Rue des Bougainvilliers, Lot 20  
01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire •  
Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85



@WFP\_CERFAM



[wfp.org/cerfam](https://wfp.org/cerfam) ou [wfp.org/publications/cerfam-newsletter](https://wfp.org/publications/cerfam-newsletter) pour relire nos précédents bulletins

Pour en savoir davantage sur le CERFAM : Patrick TEIXEIRA, Directeur a.i. [patrick.teixeira@wfp.org](mailto:patrick.teixeira@wfp.org)  
Marina MEA DIBY, Chargée de Communication [marina.mea@wfp.org](mailto:marina.mea@wfp.org)